

au sujet de son aménagement, prise par l'ancien gouvernement, soit maintenue et exécutée par le gouvernement actuel.

Je n'ai pas encore obtenu ces renseignements, et je pourrais dire que malgré les efforts que j'ai déployés à plusieurs reprises pour en obtenir de divers membres du gouvernement, je n'ai rien pu tirer d'eux. Les seuls renseignements qu'on peut obtenir sont ceux qu'on relève dans les communiqués émanant du solliciteur général (M. MacNaught) qui, pour autant que je sache, n'a pas de charge administrative.

A mon avis, il faudrait donner à la Chambre des communes les réponses aux renseignements qu'on y demande. Je me souviens que l'ancien premier ministre a fait une déclaration concise, précise et complète au sujet de l'ouvrage envisagé, lorsqu'il a dit que cette chaussée serait construite. Voilà le genre de chose que nous espérons du gouvernement actuel. Je suis enchanté de prendre connaissance du communiqué du solliciteur général. C'est mon voisin. En réalité, si j'étais né un mille de plus vers l'ouest, j'aurais eu le plaisir de voter contre lui dans le comté de Prince. Je lis avec beaucoup d'intérêt tout ce qu'il fait publier dans les journaux et j'ai pour lui beaucoup d'estime. Mais je voudrais bien savoir du ministre compétent, ou du premier ministre (M. Pearson), ce qu'on fera exactement au sujet de cette chaussée et je suis certain que le secrétaire d'État, qui s'intéressait toujours tellement à ce projet, nous dira si on compte le réaliser.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Le député me permettrait-il de poser une question? Veut-il dire que le solliciteur général ne sait pas ce qu'il dit quand il publie ses communiqués, ses déclarations?

M. Macquarrie: Je n'oserais laisser entendre pareille chose, et j'ai la plus grande estime pour le député de Cap-Breton-Nord et Victoria qui connaît généralement son sujet. Je n'irai pas jusque-là, car le solliciteur général et moi, nous sommes voisins et amis. Nous nous intéressons à la chaussée et nous de l'Île du Prince-Édouard ne considérons pas ce projet comme un engin politique. J'ai toujours rendu hommage à mon prédécesseur de Queens, M. Matheson, qui a insisté sur ce projet à la Chambre des communes. Nous ne le considérons pas comme rattaché à la politique. Mais nous voudrions que ce gouvernement d'action et de décision —peut-être ne devrions-nous pas nous y attarder, maintenant que les 60 jours sont passés—nous dise ce qu'il va entreprendre pour que nous sachions où nous en sommes.

Je ne puis qu'abonder dans le sens du député de Cumberland à propos des nominations. Hier, le secrétaire d'État a nié toute tendance au favoritisme. J'ose espérer, par conséquent, que les membres actuels seront nommés de nouveau. Je ne dis pas que je m'y attends, mais que j'ose l'espérer, car il s'agit d'hommes qui ont fait beaucoup pour l'économie des provinces atlantiques et qui auraient pu, si on leur avait laissé leurs coudées franches, accomplir de grandes choses grâce à l'excellente loi adoptée sous l'égide de l'ancien gouvernement.

J'espère aussi que le gouvernement, en rejetant toute idée de considérations de parti, va tenir compte des propositions ou peut-être même des choix de divers groupes des provinces Maritimes comme la Fédération de l'agriculture et autres en ce qui touche les six nouveaux membres de l'Office, puisqu'on nous a bien dit qu'il n'était pas à la recherche de six libéraux mais tout simplement de six personnes compétentes et représentatives. Des organismes indépendants comme ceux-là pourraient lui être très utiles.

Je n'ai pas été très heureux, hier, d'entendre un membre du Nouveau parti démocratique insinuer que nous retardions l'adoption de cette mesure d'une importance capitale. Tel n'est sûrement pas le cas. Que l'on compare le débat de la présente session avec celui de la précédente, qui a abouti à l'institution de l'Office. Toutefois, aucun représentant des provinces Maritimes, sachant ce qu'a fait le gouvernement dirigé par mon chef qui a tant fait en six ans pour les provinces Maritimes, qui a redressé tant de vieux griefs, qui s'est empressé, à notre demande, d'améliorer notre vie économique, sociale et culturelle, aucun de ces représentants, dis-je, ne devrait être accusé d'être trop éveillé ou méfiant après avoir vu un Office institué par un tel gouvernement étouffé par un autre Office institué par un gouvernement dont la cheville ouvrière, semble-t-il, est encore le ministre des Finances (M. Gordon), naguère disposé à nous verser des subventions pour nous faire déménager vers des régions plus prospères du pays, au lieu de faire le nécessaire pour améliorer la situation des provinces Maritimes. Le gouvernement dirigé par mon chef n'a jamais entrepris de déplacer les habitants des provinces Maritimes.

L'hon. M. Pickersgill: Non, c'est lui qui a été déplacé.

M. Macquarrie: En vérité, il a entrepris de faire avancer les provinces Maritimes au lieu de nous déménager ailleurs grâce à des subventions ou autrement. Quand on considère que l'initiative de l'ancien gouvernement à cet égard est étouffée par les manigances